



**PROCES-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
MERCREDI 14 OCTOBRE 2020**

- En Visioconférence -

B.O n° 2494

Début des travaux à 15h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Christiane GUERIN
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Vice-Présidents	Serge BRUNET Dominique CUPILLARD Dominique LAGIER Anne-Michèle MELGRANI-POLI Joël PINEAU
Chargés de Mission	Denis CADON Laurent VIQUERAT
Membres	Alain BERNARD Michel BOUSSARD Patrick FRADET Laure GAUTHREAU Christine LEPOURCELET TALVARD Myrtho MANDE Lara MELLOTT Stéphane METZGER Aline MICHELET Hélène RICARDO-GARDEAU Carine SOLLBERGER Jean-Louis THOREMBEY
Assistent : Directeur Général Directrice Financière Directeur Technique National DTN Adjointe Collaboratrice Président chargée du Pôle Ressources Collaboratrice auprès de la Secrétaire Générale Responsable des Ressources Humaines	Laurent CIUBINI Alexandra LABOUCHEIX Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Valérie GICQUEL Magali TAPRET Christine MARC'H

Représentante du CSE Représentante du CSE	Sophie LARDILLAT Clémence BEGUE
Excusés : Président Délégué Secrétaire Général Adjoint Membre Membre Membre Membre Membre	Jean-Jacques BEURRIER Julien VILLE Ophélie ASPORD Sami CHEIKH Jean-Claude DUNAND-MARTIN Christine KITEGI Catherine TRAN KIEM
Absents : Membre Membre	Philippe LEBLOND David WAGNER

1. Accueil du Président

Gilles Sézionalé évoque la dégradation de la situation sanitaire et ses conséquences pour nos clubs et nos activités. La diminution du nombre de licences de date à date est d'autant plus préoccupante que la prise de licences sportives est en baisse au profit des licences loisirs. La Fédération enregistre un important manque à gagner à hauteur d'environ 200 000 Euros. A noter que les ligues rencontrent également d'importantes difficultés suite aux engagements non perçus la saison dernière en raison de l'annulation des compétitions. Reste maintenant à espérer une amélioration de la situation qui permettrait une reprise des activités tant pour nos clubs que pour la Fédération. A noter la petite note d'optimisme en PACA dont les statistiques liées au COVID19 s'améliorent. La Fédération est pour l'heure en attente des annonces gouvernementales de ce jour et de leur impact sur ses activités.

2. Adoption des Procès-Verbaux des Bureaux des 24 juin, 10 août, 2 et 30 septembre 2020

Ces procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

3. Adoption des Procès-Verbaux des commissions

3.1 – Procès-verbal de la Commission PSF du 5 octobre 2020 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3.2 – Procès-verbal de la Commission Natation Santé du 23 septembre 2020 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3.3 – Procès-verbal de la Commission des Récompenses du 8 octobre 2020 (en annexe)

Gilles Sézionalé demande de reporter la décision de remise de la médaille d'Or à Monsieur Jean-Paul Vidor pour des raisons qui seront évoquées ultérieurement. Lorsque la situation sera clarifiée le comité directeur pourra revoir sa position.

Aline Michelet demande des précisions avant de voter. Gilles Sézionalé ne pourra pas en dire plus à ce stade et demande à tous de lui faire confiance sur sa demande.

Le Comité Directeur valide à l'unanimité cette décision. Cette modification prise en compte, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

3.4 – Procès-verbal de la Commission Natation Artistique du 24 septembre 2020 (en annexe)

Ce procès-verbal est adopté à l'unanimité.

4. Retour sur les dernières réunions fédérales

4.1 – Réunion des arbitres, délégués et référents territoriaux WP des 5 et 6 septembre 2020 (en annexe)

Jean-Louis Thorembey fait part de quelques corrections orthographiques.
Denis Cadon rappelle que les intitulés de réunions doivent clairement apparaître sur les comptes rendus.

4.2 - Réunion des responsables des commissions de WP des Ligues le 6 septembre 2020 (en annexe)

4.3 - Réunion des référents « live scoring » le 6 septembre 2020 (en annexe)

4.4 – Réunion des entraîneurs de WP des 12 et 13 septembre 2020 (en annexe)

4.5 - Séminaire de la DTN des 15, 16 et 17 septembre 2020 à Lisieux (en annexe)

4.6 – Séminaire Natation Santé des 2 et 3 octobre 2020 à Vichy (en annexe)

4.7 – Réunions des Présidents de Ligues des 15 juillet, 9 septembre 2020 (en annexe)

5. Affaires Administratives

5.1 – Validation de la composition de la Commission des opérations électorales

Christiane Guérin explique que ce point fait suite à la demande de GEDIVOTE, société choisie pour la prestation de vote électronique, qui souhaite la présence d'une commission électorale lors de la proclamation des résultats.

Le Comité Directeur valide la proposition de nomination en qualité de membres de la Commission des opérations électorales de :

- Sébastien Rouault (Président du Comité d'Ethique et de Déontologie)
- Lucien Gastaldello
- Henri Wachter
- Magali Tapret
- Antoine Durand

5.2. – Présentation et validation de la réforme organisationnelle de la Fédération

Laurent Ciubini rappelle que l'audit organisationnel avait pour but d'identifier les points de blocages dans l'organisation fédérale. Il s'agissait d'identifier jusqu'où le modèle de gouvernance et d'organisation du travail, ainsi que le mode de management des salariés, permettent le déploiement du projet dans un contexte de raréfaction des ressources. L'audit a été réalisé en deux grandes étapes : une enquête quantitative en ligne

et une enquête qualitative par le biais d'entretiens semi directifs auprès d'un panel de 41 personnes composé de membres du Bureau, salariés et conseillers techniques.

La synthèse de ces deux enquêtes a permis d'identifier les forces et les faiblesses de l'organisation fédérale, ainsi que des opportunités et des menaces. Une large réflexion a été ensuite entreprise dans le but de modifier le paradigme de fonctionnement.

- Réflexion commune sur les thèmes suivants, a minima :
 - o Rôles et missions des commissions, des pôles,
 - o Format des bureau/conseil d'administration et fréquence
 - o Rôle et Fréquence du CODIR
- Réflexion du CSE sur la base des réponses aux questionnaires
- Groupes de travail avec les chefs de service, les cadres techniques du siège
- Synthèse des travaux dans un GT spécifique réunissant les différentes parties
- Présentation et travail en bureau
- Présentation en CODIR

Suite à ces réflexions, un plan d'actions organisationnel et social a été mis en place :

- Ecrire un Document Unique de Délégation (DUD) afin de permettre de clarifier le périmètre de décision de chacun, donner plus d'autonomie dans les tâches et avoir des circuits de décisions plus courts ;
- Etablir une fiche de mission pour chaque élu ;
- Créer des fiches de poste uniformes (RRH + DTNA) salariés + CT ;
- Renforcer la remontée des informations des commissions (en attendant la réforme) ;
- Créer une grille des sanctions et encadrer le processus de sanctions (CSE) ;
- Rappeler formellement les process de télétravail (en cours, en lien avec le CSE) ;
- Consulter les services support avant la mise en œuvre d'un projet afin de connaître la charge de travail et l'anticiper (DG/DTN) ;
- Mettre en place un parcours d'intégration pour toutes les entités permettant à chacun de comprendre le rôle, les missions, les compétences de chacun et chaque service (RRH/DTNA) ;
- Mettre à jour le document unique intégrant les risques RPS (RRH) ;
- Simplifier l'organigramme en créant des directions pour créer du lien entre les statuts (DG/DTN, en lien avec la réflexion sur l'organisation) ;
- Créer un règlement intérieur (+ annexe Charte Informatique) au niveau fédéral (en cours RRH/CSE) ;
- Favoriser une communication directe (réunions mensuelles des salariés mises en place en lien avec le CSE) ;
- Favoriser le travail collaboratif (entraide, point d'étapes, feedbacks constructifs, etc.) avec l'ensemble des statuts ;
- Faire partager les valeurs de la FFN et créer une charte éthique (à l'occasion d'un premier séminaire, si possible à la rentrée) ;
- Réaliser chaque année un séminaire au niveau fédéral (avec les 3 entités) (RRH + CSE) ;
- Redonner de la confiance aux salariés avec un système de reconnaissance (mise en place de l'intéressement en lien avec le CSE).

La proposition de réforme organisationnelle est le fruit de cette synthèse et son ambition est de mettre en place une organisation basée sur les compétences.

L'idée est de fédérer les compétences en :

- Construisant des réseaux larges
- Concertant le réseau fédéral
- Communiquant plus efficacement
- Rapprochant les différents échelons
- Remplaçant les clubs au sein de la FFN

L'organisation sera basée sur des cercles de compétences. Ainsi, chaque compétence fédérale peut être dotée d'un cercle qui intégrera obligatoirement le membre du Bureau exécutif en charge de la validation de la compétence (Liaison de la Gouvernance Exécutive), le ou les CT et/ou le ou les salariés compétents. L'animateur du cercle est en charge de sa constitution. Il possède une feuille de route écrite de la Gouvernance Exécutive, est en charge de fédérer et d'animer le réseau le plus large possible et d'intégrer tous les experts reconnus sur sa compétence. Les mesures qu'il propose doivent être largement concertées. Les membres du cercle de réflexion ne sont pas figés et évoluent en fonction des projets. Il est également mis en place des cercles de compétences temporaires (les bulles de compétences) dont la charge est de mettre en place un projet.

Une fois qu'un projet émerge d'un cercle, il est analysé par un **comité d'expertise**, hebdomadaire. Il est en charge de fournir un avis au bureau exécutif (Président du cercle de compétence, le LGE, DTN, DTNA, DG, DF, Directeurs compétents, élus compétents). Sa composition est évolutive en fonction du projet.

La Gouvernance Exécutive, hebdomadaire, est en charge de la gestion de la FFN. Elle intègre une dizaine de membres, le DTN, le DG et un communicant. Chaque membre est Liaison Gouvernance Exécutive de plusieurs compétences. Tout peut y être discuté.

Le Conseil des territoires, regroupe tous les présidents de Ligue Métropolitaine + un ou plusieurs Présidents représentant les territoires éloignés. Chaque territoire décline ce conseil de territoire.

Le CODIR reste trimestriel. Validation en amont des PV et décisions prises par les instances. Garder des temps pour l'échange sur les projets majeurs.

Une AG annuelle

Le rôle de la Fédération vis-à-vis des cercles :

- Mise en réseau et animation
- Ingénierie : appui opérationnel et technique
- Pilotage de projets
- Accompagnement
- Sensibilisation
- Information
- Communication

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Michel Boussard s'interroge sur l'adaptation de cette organisation à toutes les disciplines, notamment en ce qui concerne la notion de « cercles de compétences ».

Laurent Ciubini explique que l'animateur du cercle de compétence aura toute latitude pour choisir les membres de son cercle. L'avantage de cette nouvelle organisation sera une plus grande souplesse qu'auparavant, offerte pour le choix des experts. Ce cadre s'adapte aussi bien au plongeur qu'au marketing.

Myrtho Mandé évoque l'accompagnement des territoires d'outremer pour lesquels il espérait l'établissement d'une feuille de route pour les cadres techniques fédéraux, qui font défaut dans ces territoires.

Julien Issoulié est tout à fait conscient de cette problématique. Il rappelle qu'Alex Badian était en charge de la remontée d'un calendrier prévisionnels des besoins spécifiques des territoires ultra marins en matière de CT (formation, performance, organisation, programme sportif, animation ETR...). La Fédération est en attente de ce retour afin de pouvoir y répondre au mieux.

Denis Cadon adhère totalement à cette nouvelle organisation qu'il juge plus fluide. Seule réflexion : trouver la bonne granulométrie entre les thèmes et les compétences.

Laurent Ciubini répond que l'objectif est en premier lieu d'ouvrir les portes afin que chacun se sente partie prenante de la Fédération ; mais évidemment beaucoup de choses restent à affiner.

Le Comité Directeur valide le projet de réforme organisationnelle. 1 abstention : Michel Boussard.

5.3 – Point licences

Laurent Ciubini revient sur le bilan des deux dernières saisons :

2018-2019 : 374 293 licences dont 9.014 migrations (+65.430 licences) et 1299 clubs affiliés

A comparer à l'objectif de 420 000 licences, revu à 407 000 licences en cours d'année au regard des résultats de la licence compétition.

2019-2020 : 386 254 licences, dont 6.880 migrations (+11.961 licences) et 1283 clubs affiliés. Cette saison a été marquée par le COVID avec une chute brutale des prises de licences au début du confinement.

A comparer à l'objectif de 420 000 licences, que nous aurions en toute vraisemblance atteint sans la crise sanitaire.

Un résultat financier de 5,357 M€, soit un delta de +0,07 M€ par rapport à n-1.

2020-2021 : 101 778 licences à ce jour dont 782 migrations, soit -12 619 licences de date à date et +21 652 licences dans le panier. Cette troisième saison a démarré pour la première fois le 1^{er} septembre ce qui a permis de désengorger les demandes aux services pour une meilleure prise en charge des questions.

L'objectif reste à 420 000 licences malgré l'incertitude liée au COVID.

1134 clubs déjà affiliés

-220 K€ de date à date.

L'année 2021 risque d'être très compliquée au vu de la progression de la crise sanitaire, avec une perte financière importante.

A noter que les résultats restent disparates en fonction des Ligues.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Bernard Dalmon ajoute que les ligues font également face à une perte financière à hauteur de 158 000 Euros. Certes le panier est là et les clubs se créent. La plus grande vigilance s'impose et un suivi quotidien de la situation est effectué.

Denis Cadon estime qu'en comptabilisant les migrations qui devraient être plus importantes en 2021, nous aurons un nombre de licences erroné.

Laurent Ciubini répond qu'il faut effectivement différencier le nombre de licences et le nombre de licenciés. Mais une licence migration a un coût et correspond donc bien à une licence.

Gilles Sezionale est malheureusement persuadé qu'il n'y aura pas de gros glissements entre licence loisir et licence compétition. Les résultats négatifs présentés aujourd'hui le démontrent au regard des nombreuses compétitions annulées.

5.4 – Retour sur les fiches bilans de l'olympiade 2017-2020

Laurent Ciubini informe que 49 fiches bilans de l'olympiade ont été réalisées. Une synthèse plus politique est en cours de rédaction et sera diffusée dans les prochains jours.

6. Affaires sportives

6.1 – Point sur l'organisation des Championnats de France de St Raphaël du 10 au 13 décembre

Un COPIL a été mis en place et s'est réuni à deux reprises. L'organisation progresse malgré les incertitudes liées au contexte sanitaire. Un contact est en cours avec la Préfecture du Var pour tenter d'obtenir une dérogation à la jauge des mille personnes. Par ailleurs, au regard du contexte, nous envisageons toutes les conditions d'organisation possibles (huis clos, flux de nageurs à contrôler etc...) La prestation du service de chronométrage et de gestion des données a été validée et les officiels sont en cours de mobilisation par la Ligue PACA.

Julien Issoulié confirme que la Fédération reste en attente des contraintes liées au protocole sanitaire auxquelles elle devra s'adapter.

Denis Cadon, qui s'est rendu au meeting de Canet se dit très satisfait des mesures sanitaires exemplaires mises en place par les organisateurs et les participants.

6.2 - Validation de la note de cadrage concernant la mixité par catégorie d'âges en Water-Polo (en annexe)

Le Comité Directeur valide la note de cadrage concernant la mixité par catégorie d'âges en Water-Polo.

6.3 – Validation des critères de sélection Natation Course et Natation Artistiques (en annexe)

Julien Issoulié précise que les critères de sélection pour les épreuves olympiques de la natation artistique seront soumis à la Commission Consultative des Sélections Olympiques du CNOSF.

En ce qui concerne les critères de Natation Course, Denis Cadon demande si ses remarques émises en amont de la réunion ont bien été prises en compte (coquilles, corrections, rédaction...).

Julien Issoulié confirme que l'ensemble de ses remarques ont bien été prises en compte dans la version finale.

Les critères de sélections pour la natation course et la natation artistique sont validés par le Comité Directeur.

6.4 - Modification règlementaire Water-Polo relative à l'utilisation des enregistrements vidéo

Julien Issoulié explique qu'à l'instar de ce qui se fait déjà au niveau international, la FFN souhaite utiliser la vidéo (qui fait partie du cahier des charges de ces divisions) pour les cas de brutalités ou de violences dans le cadre des premières divisions de water-polo afin de permettre leur utilisation par les organismes disciplinaires. Ce document n'ayant pas été diffusé en amont, il sera adressé dans les prochains jours aux membres du comité directeur pour validation par voie électronique.

Une autre consultation électronique sera également lancée dans les prochains jours concernant une proposition de protocole de fin de saison liée à la situation sanitaire et à ses conséquences sportives sur la fin des championnats et les classements

6.5 - Violences sexuelles dans le sport

Suite au dîner-débat de ce mardi 13 octobre avec le Club Parlementaire sur la lutte contre les violences dans le sport et leur traitement dans les instances fédérales, Julien Issoulié évoque les différences de calendrier et de temps d'intervention et de traitement entre la « justice fédérale » et la « justice légale ». La lenteur des actions de police et justice face à ce type de violence, engendre des difficultés pour la FFN dans sa capacité à mener une enquête poussée.

6.6 - Point Paris 2024

Une réunion s'est tenue à l'INSEP concernant l'aide qui peut être apportée aux sportifs français avant les Jeux. Le Ministère et l'Agence Nationale du Sport vont travailler sur l'amélioration des performances et la suppression de la concurrence directe. Par ailleurs, il a été proposé que les délégations françaises puissent utiliser l'INSEP en tant que centre d'entraînement lors des Jeux. De plus, nous avons interrogé Paris 2024 pour savoir s'il serait possible d'accéder à la piscine olympique avant les jeux de manière négocier avec une ou deux nations partenaires des stages d'entraînement entre 2021 et 2024.

Michel Boussard rappelle que la Coupe du Monde qui précède les Jeux se tient habituellement dans le bassin olympique. Celle de 2024 devrait se tenir avant mai et le bassin risque de ne pas être livré. Le bassin devrait être livré en avril 2024 ce qui fait que la tenue de cette compétition est possible à ce stade. En ce qui concerne l'eau libre, la compétition est prévue dans la Seine. Mais la possibilité d'aller à Vaires-sur-Marne a été évoquée en cas de problème de qualité de l'eau.

6.7 - Le projet « Ambition Bleue »

Julien Issoulié présente le projet « Ambition Bleue » du Pôle Haute Performance de l'Agence Nationale du Sport. Ce projet vise à l'élaboration d'un projet de transformation du sport de haut niveau afin d'engager la France dans une culture du résultat et de la performance durable à destination des JOP 2024.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

6.8 – Présentation des actions menées autour de l'Aisance Aquatique

Agnès Berthet rappelle qu'à la différence de cette année l'appel à projets Aisance Aquatique 2019 (APAA) était à destination de plusieurs acteurs.

Le dispositif Aisance Aquatique 2019 :

- APAA 2019 : l'ANS finance des projets d'organisation de classes bleues et de formation AA (établissements EN / Clubs / Comité / Liges / CT)
La FFN porte un projet de formation d'instructeurs et de formateur en convention avec ICARE : 1 formation nationale et des formations territoriales adossées à des classes bleues.
- Réalisation du projet FFN : mise en œuvre de la formation nationale à l'INFAN en janvier 2020 et accompagnement de 8 territoires sur les formations régionales (en cours au regard de la situation sanitaire et de la fermeture de bassins).
- Un bilan non finalisé dû au report de formation. Des attentes importantes de la part des acteurs (éducateurs / enseignants / MNS) et une formation déstabilisante parfois mais des résultats probants dans la progression des enfants.

Le dispositif Aisance Aquatique 2020 :

- APAA 2020 : l'ANS identifie une enveloppe de 700 000€ sur la formation AA et fixe les fédérations, les établissements CREPS, les collectivités comme porteur de projet (pas de club, ni comité, ni ligue).
- Périmètre du projet FFN : remontée des projets territoriaux à la FFN.
La FFN porte ainsi un projet AA à hauteur de 46 actions de formations territoriales et 1 formation nationale (même principe).
 - o 40 Instructeurs aisance aquatique / 2 IEN-IA / 27 CPD / 53 CPC / 23 Directeurs d'écoles / 225 enseignants / 17 directeurs de piscines / 50 chefs de bassins / 140 MNS / 188 Educateurs sportifs / 101 stagiaires en formations
 - o 4538 écoliers / 493 classes.Une demande financière de 455 000€ à l'ANS.
Une instruction réalisée entre le 30 septembre et mi-novembre.
- L'objectif du projet FFN -année 2- est d'augmenter le maillage territorial, augmenter le nombre d'instructeurs (mise en œuvre de la formation nationale à l'INFAN en janvier 2020), répondre au besoin de formation pluri catégoriel et accompagner particulièrement les territoires ultra marins.

La formation fédérale se déroulera du 8 au 9 décembre 2020.

Alain Bernard aborde la complexité de montage de ce dispositif. En tant qu'élus à la mairie d'Antibes il s'est mis en lien avec l'Education Nationale afin de proposer un stage à un maximum d'enfants durant les vacances scolaires mais l'implication du corps enseignant qui n'a plus de budget pour ce type d'actions reste compliquée, de même que de trouver des personnes compétentes parmi les enseignants. Malgré l'intérêt de ce projet, l'action a un coût dans la durée et la Fédération doit accompagner les élus afin que les stagiaires

puissent être formés. Ce projet doit également être porté par la Ligue. Il constate que ce dispositif fonctionne mieux dans certaines régions que dans d'autres.

Agnès Berthet précise que les difficultés en lien avec l'éducation nationale ont été largement remontées. Depuis quelques semaines des priorités sur les politiques publiques ont été identifiées et l'aisance aquatique en fait partie. Au niveau fédéral, le déploiement de ce dispositif n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire mais les ligues sont mobilisées pour développer des formations. Elle cite l'exemple de l'Occitanie où 15 formations sont organisées.

Bernard Dalmon confirme que la ligue Occitanie a bénéficié de formations avec ICARE et d'un projet monté avec l'Education Nationale. Il reconnaît que sans les relations de longue date entretenues avec l'éducation nationale, la mise en place des stages aurait été compliquée. Aujourd'hui la ligue bénéficie de 5 instructeurs et peut mettre en place en toute autonomie des stages et classes bleues.

6.9 - Point PSF

Les chiffres clés de la campagne 2020 :

	PSF 2020			
	Nombre de structures	Nombre d'actions OSIRIS	Montant demandé	Somme accordée
CLUB	317	779	2 679 075 €	610 360 €
CD	47	159	524 020 €	189 850 €
LIGUE	15	92	746 400 €	348 300 €
	379	1 030	3 949 495 €	1 148 510 €

	Clubs	Comités	Ligues
Nombre actions déposés	779	159	92
Nombres de structures	317	47	15

- 28 structures n'ont pas été financées (27 clubs et 1 CD)
- 156 structures entre 1 000€ et 1 500€ (149 clubs et 7 CD) (*)
- 128 structures entre 1 600€ et 3 000€ (112 clubs et 16 CD) (*)
- 67 structures à plus de 3000 € (29 clubs, 23 CD et les 15 ligues)
- 30 structures à plus de 5000 € (6 clubs, 9 CD et les 15 ligues)

(*) 284 structures sur 379 structures demandeuses ont moins de 3000 €

Le comparatif 2019-2020 :

	2019	2020
Nombre de structures ayant déposées une demande	320	379
Nombre de structures non financées	73	29
Nombre de structures financées	247	350
Nombre d'actions financées	497	890
Somme totale octroyée	1 069 900 €	1 148 510 €
Moyenne par actions financées	1 069 900 / 497 = 2 153 €	1 148 510 / 890 = 1290 €

Soit une diminution de 863 € en moyenne par structure en sachant que les ligues n'ont pas été impactées puisque l'enveloppe qui leur a été consacrée a été valorisée.

Les perspectives de la campagne 2021 :

- Limiter le « saupoudrage financier » en :
 - o définissant par niveau de structure, un nombre minimum et maximum d'actions pouvant être déposées ;
 - o définissant par niveau de structure, des priorités fédérales (= définir des prérogatives à chaque échelon fédéral pour structurer le territoire et définir qui fait quoi).

La commission fédérale PSF est favorable au principe de priorisation des actions et de délimitation du nombre d'actions. Reste à définir combien d'actions/structures et quelles priorités pour 2021 ?

- Confier l'étude des bilans CERFA 2020 aux ligues : dans la mesure où les ligues ont instruit les dossiers 2020, la commission fédérale PSF est favorable à ce que les ligues étudient les bilans CERFA 2020.
- Organisation d'une réunion bilan avec les référents régionaux PSF : la commission fédérale PSF est très favorable à ce point. La réunion est fixée le 16 octobre 2020.

7. Questions diverses

- Christiane Guérin rappelle que chacun doit communiquer ses dates de réunions à Magali afin de faciliter la gestion des ordres du jour et la relance des procès-verbaux. En effet, depuis le COVID et les réunions en visioconférence, il est plus compliqué d'obtenir ces informations.
- Jean-Louis Thorembeys fait part des réactions négatives de la part de certains entraîneurs de club suite au lancement du e-coaching par la Fédération qui selon eux risque de pénaliser leurs activités. Laurent Ciubini répond que le e-coaching vise à capter des personnes qui nagent en dehors des clubs et qui souhaitent progresser afin de les amener ensuite vers les clubs. Il n'existe donc aucune concurrence avec les structures fédérales puisque la population ciblée n'est pas la même. Patrick Perez pense que cette remarque ne concerne surtout qu'une seule personne qui a écrit à plusieurs personnes de la fédération et rejoint les propos de Laurent. Une nouvelle communication sur cette application peut néanmoins être effectuée afin de mieux en expliquer le concept.
- Patrick Fradet demande qu'un point sur l'évolution de la réforme des SI soit intégré à chaque ordre du jour du Comité Directeur afin que chacun en ait connaissance. Ce point sera bien entendu abordé autant de fois que nécessaire lors des réunions.

8. Clôture des travaux par le Président

Gilles Sezionale remercie l'ensemble des membres présents. En ce qui concerne la crise sanitaire et ses conséquences, il demande à chacun de faire remonter les actions des Préfectures en cas de problème. Il rappelle que la plus grande vigilance sera apportée sur les licences.

Clôture des travaux à 17h20.

La secrétaire générale

Christiane GUERIN

le Président

Gilles SEZIONALE